Le 28 janvier s'est tenu à Marseille St Charles "une AG régionale pour le CNRS" à l'initiative de Philippe Blache. 150 personnes y ont participé.

Les actions proposées :

- Lettre à la direction du CNRS pour lui demander des comptes sur son silence après le discours de Sarkozy.

- Rapports d'activité: Tous les chercheurs en cours d'évaluation envoient au CNRS un rapport comportant une mention de refus et déposent leur rapport sur un site. Ceux qui souhaitent peuvent le rendre public.

- Audit du CNRS : On demande à un comité d'experts d'évaluer le CNRS.

- Avalanche de mails au ministère

- Un "happening scientifique" : faire un tas avec nos publications mais également les instruments ou outils qui ont été inventés et développés dans nos laboratoires.

- Ajouter dans nos articles une formule de protestation.

Motion : Ca suffit !

Le discours du Président de la République prononcé le 22 Janvier 2009 présente explicitement la perspective de disparition du CNRS. Une réaction collective, nationale et puissante de notre communauté s'impose.

Les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur de la région PACA se sont réunis en Assemblée Générale le 28 Janvier 2009 à la faculté Saint-Charles à Marseille. L'ordre du jour de cette assemblée était l'organisation d'une réponse de lutte à la volonté de destruction du CNRS conjointement à la mise en place de la LRU dans les Universités. L'assemblée générale, qui a réuni 150 personnes, souligne la cohérence des attaques du gouvernement sur l'ensemble du système de recherche et d'enseignement supérieur français et affirme la nécessité de la convergence des luttes.

L'AG revendique à sa majorité moins une voix contre et une abstention :

• que le CNRS puisse vivre et poursuivre ses activités dans les contours structurels et opérationnels actuels. Le CNRS doit en particulier être maintenu dans son rôle d'opérateur de recherche national et couvrant l'ensemble du champ scientifique

• que le CNRS dans ses structures actuelles reste souverain dans la gestion des emplois et carrières de tous ses personnels (chercheurs et ITA)

Dans ce cadre, l'AG appelle l'ensemble des personnels des Universités et des EPST ainsi que les doctorants et les personnels précaires :

• à rejoindre le mouvement de la Coordination Nationale des Universités

• à multiplier dans les prochains jours les Assemblées Générales à tous les niveaux (labos, délégations régionales, etc.) pour refuser la perspective de destruction du CNRS

• à converger vers une initiative nationale (type meeting) à mettre en place rapidement

De plus, nous appelons à fixer un ultimatum au gouvernement au delà duquel, si des engagements clairs n'étaient pas pris :

• nous démissionnerons de l'ensemble de nos responsabilités administratives et mandats. Cette démission concernera l'ensemble des personnels (Directeurs d'Unités, élus CAP, CTP, membres du Comité National, élus dans des Conseils d'Universités, représentants d'instances, etc.)

• nous fermerons les laboratoires

Signataires : AG régionale des personnels, Directeurs d'Unités présents, SLR, SLU, SNCS, SNESUP, SNTRS-CGT, FERCSUP-CGT, SUD-Recherche, SUD-Education